

«TROISIÈME ALLIANCE» - Max GALLO: "Halli, Hallo" ...

Son livre, la «Troisième Alliance» pour un nouvel individualisme, est le dernier exploit provisoire du porte-parole officiel de l'Élysée: Max Gallo.

S'il ne s'agissait que d'un nouvel essai de l'écrivain de la Côte d'Azur, on pourrait le parcourir éventuellement d'un derrière distrait... Mais, il s'agit de bien autre chose; d'un brûlot par ailleurs édifiant sur l'idéologie de l'auteur et de ses amis...

«TROISIÈME ALLIANCE» - LA DÉRIVE...

«Mitterrand, c'est le milieu des terres, la même profondeur dans l'enracinement historique, la même adhésion familiale à ce qui fait la pérennité du pays: l'Armée, l'État, l'Eglise, le Terroir, la Langue». (p.88).

«Cette civilisation européenne, avec ses utopies généreuses et ses crimes (Verdun, Stalingrad, Auschwitz, c'est aussi l'Europe) est la nôtre. Il faut en être fier». (p.185).

«Le dynamisme d'un entrepreneur ouvert sur un monde est plus utile que l'étroit corporatisme d'un syndicaliste». (p.222).

Nous vivons une bien curieuse époque où les mots sont sciemment utilisés à contre sens. Ainsi en est-il, par exemple, du «corporatisme» que Max Gallo emploie à l'encontre des syndicalistes alors qu'il sait pertinemment que le «corporatisme» est une doctrine sociale que les syndicalistes ouvriers ont toujours combattu parce qu'elle prétend, au nom du «bien commun» interdire aux travailleurs de s'organiser et d'agir pour la défense de leurs intérêts de classe.

Le porte-parole de François Mitterrand a d'autant moins d'excuse de brouiller ainsi les cartes qu'il sait parfaitement de quoi il parle. On ne peut oublier qu'il est l'auteur d'un ouvrage excellent sur l'Espagne de Franco qui a, entre autre, le mérite de nous faire saisir, au-delà des clichés et des simplifications abusives, la nature profonde de cette sorte de bonapartisme sanglant à quoi se ramenait finalement le franquisme.

Mais les propos de Max Gallo ne présenteraient que peu d'importance s'ils n'étaient ceux du porte-parole officiel du premier personnage de l'État.

Et pourtant... il nous faut malheureusement constater que les thèses réactionnaires qu'il expose - au nom d'une stratégie de rupture... avec les traditions ouvrières et démocratiques! - expriment d'une manière inquiétante une sorte de dérive néo-corporatiste du pouvoir actuel, empêtré dans ses contradictions et ses incohérences.

On a, d'autant plus de raisons d'inquiétudes que, sous la plume du porte-parole élyséen, se trouvent de bien curieuses formulations et, aussi, de bien curieux rapprochements. Par exemple, pour Max Gallo, François Mitterrand serait l'héritier de trois grands hommes: De Gaulle, Pompidou et Jean Jaurès, ce dernier parce qu'il était croyant! Ce que notre homme exprime de la façon suivante:

«Je ne vois que Jaurès, avant Mitterrand, pour se situer au même épice. Jaurès, rural et intellectuel, Jaurès historien et parlementaire, Jaurès «croyant». Jaurès lié lui aussi à l'institution militaire,

si décisive dans l'histoire de ce pays (le frère de le l'auteur de «Vers l'Armée nouvelle» était amiral).

Notre auteur aurait pu s'en tenir là mais il éprouve le besoin d'ajouter que:

«Ni Blum ni Mendès-France, personnages charismatiques pourtant, ne se sont trouvés au bon moment en ce lieu de gravité, mais restèrent l'un et l'autre décalés par rapport à lui».

Alors, on peut se demander à quoi rime ce rapprochement pour le moins inattendu entre deux hommes politiquement si dissemblables que Blum et Mendès-France... A moins que Juifs l'un et l'autre, ils se trouvaient obligatoirement en dehors de l'«*épicentre*» ou du «*centre de gravité*», autrement dit, incapable d'exprimer la «*France profonde et rurale*»... Décidément, on n'est pas loin de Maurras et du «*juif apatride*»... et tout çà au nom du socialisme!

Pendant que la «*majorité*» vaticine et, pour tenter de justifier l'injustifiable, retrouve les accents de Vichy, «*l'opposition*» s'organise en vue d'assurer la relève. Lors de l'émission télévisée «*L'heure de vérité*», Valéry Giscard d'Estaing a pu s'offrir le luxe de polémiquer courtoisement avec un Jean Poperen, donnant l'image «*sympathique*» d'un homme totalement désemparé et s'entendre reprocher par un Jacques Julliard (du *Nouvel Observateur* et autres lieux plus ou moins malfamés) son «*libéralisme social*» qui conduirait... à la «*lutte des classes*» considérée par nos modernes néo-corporatistes comme le mal absolu. Il faut bien avouer que, pour un militant ouvrier, le spectacle de Valéry Giscard d'Estaing, se défendant d'être, en quelque sorte, un support de la lutte des classes, ne manquait pas de cocasserie.

Mais que cela plaise ou non, il nous faut bien constater que la bourgeoisie libérale est plus lucide que les tenants de la «*deuxième gauche*» et reconnaître que l'interview accordée au *Quotidien de Paris* par un des jeunes turcs de la «*droite libérale*» ne manque assurément pas d'intérêt.

Voilà ce que le jeudi 19 avril 1984, Alain Madelin, U.D.F., député de Redon déclarait au *Quotidien de Paris*:

«La fonction même du syndicat, c'est le contrat collectif. Il doit rétablir l'égalité des forces sur le marché du travail. C'est pour cela que je suis un défenseur farouche de l'idée du syndicat.

La notion de syndicat d'entreprise est une formule dangereuse. La fonction du syndicat, ce n'est pas l'entreprise. C'est si vrai que l'expression syndicat-maison ne désigne pas ou rarement un véritable syndicat.

Il ne faut pas que le syndicat s'enferme dans l'entreprise. La pire des choses, c'est le repli sur l'entreprise qui conduit au patriotisme d'entreprise et au paternalisme. D'autant que dans les entreprises importantes, il y a de plus en plus de gens qui viennent chercher un salaire et non pas leur accomplissement personnel. Ce qui est tout à fait leur droit.

Le syndicat ne doit pas être politique. Il ne doit pas être gestionnaire. Sauf bien sûr dans les institutions sociales où il gère le salaire différé. Il y a là tout un champ propice à l'intervention des syndicats. Il est complètement vain de chercher à enfermer les syndicats dans un consensus. Ils ne sont pas fait pour cela».

Voilà, on en conviendra qui est dit... et bien dit! Il serait cruel de comparer les déclarations de cet homme de «*droite*» avec les élucubrations de nos hommes de «*gauche*» dont la pensée pourrait se résumer dans la formule suivante:

Le syndicat voilà l'ennemi!

Pendant ce temps, les travailleurs victimes de la politique de déflation impulsée par MM. Jacques Delors et Edmond Maire (avec la bénédiction de François Mitterrand et Max Gallo à la recherche de la «*transcendance*») manifestent parfois violemment à Longwy et ailleurs contre les exactions du pouvoir.

A Nantes, des militants ouvriers se font exclure d'un parti qu'on continue (abusivement) à appeler «*socialiste*» et ces camarades appellent à des regroupements politiques. Personne ne peut prévoir où aboutiront leurs efforts. Une chose est cependant certaine, la classe ouvrière qui a conservé grâce

à la C.G.T.F.O. un syndicat véritablement indépendant ne saurait pour autant se passer durablement d'une représentation politique. Dans la mesure où les anciens partis ouvriers sont passés avec arment bagage du côté de l'ordre bourgeois, cette représentation est à reconstruire.

Déjà des initiatives se font jour, qui vont dans ce sens et il y a gros à parier que toutes ces démarches, notamment celle des signataires de «*L'appel des 121 de Nantes*» seront, en dépit des exclusions et des excommunications, menées à leur terme.

Alexandre HÉBERT.
